

La voix de l'opposition de gauche

Le 17 octobre 2017

CAUSERIE

Cette causerie est davantage destinée à vous remonter le moral plutôt qu'à vous le briser.

La Caf des Bouches du Rhône continue de s'acharner sur mon épouse handicapée (dont je suis séparé), du coup ils ont réussi à briser le sien : Elle est dans le coma depuis quatre jours déjà, elle a fait une hémorragie, ils l'ont opéré deux fois de l'estomac et ils seraient intervenus au niveau du cœur.

La Caf l'accuse d'avoir fraudé le code de la SS et lui réclame encore plus de 13.000 euros. Elle serait restée plus de 6 mois hors de France) plusieurs reprises au cours des dernières années. Or c'est faux, les cachets des douanes le prouvent, sauf en 2013 où elle a séjourné 5 malheureux jours de trop en Inde, involontairement évidemment, on ne souvient plus pourquoi, mais les gestapistes de la Caf ne veulent rien savoir. Voilà le récapitulatif que j'ai effectué personnellement à partir de son passeport :

2009 (365 jours) : 227 jours en France pour 182,5 jours
2010 (365 jours) : 184 jours en France pour 182,5 jours
2011 (365 jours) : 248 jours en France pour 182,5 jours
2012 (366 jours) : 191 jours en France pour 183 jours
2013 (365 jours) : 177 jours en France pour 182,5 jours
2014 (365 jours) : 190 jours en France pour 182,5 jours
2015 (365 jours) : 365 jours en France pour 182,5 jours
2016 (366 jours) : 279 jours en France pour 183 jours
2017 (365 jours) : 274 jours en France pour 182,5 jours

Comme on dit, il n'y a pas photo.

La semaine dernière ils ont coupé toutes ses allocations (handicapée et logement), son seul revenu, sous prétexte qu'elle ne leur aurait pas fourni des déclarations d'impôt de 2013 à 2015, ils se réveillent maintenant, alors qu'elle leur avait fournies en temps et en heure. Il n'en a pas fallu davantage pour l'achever. J'ai contacté trois avocats pour s'occuper de son affaire, aucun n'a donné suite. J'avais contacté plusieurs syndicats, même indifférence, tu parles, ce sont eux qui gèrent les organismes sociaux !

Et ces salopards en rajoutent, ils lui réclament mes déclarations d'impôt depuis 2013, alors que j'ai quitté la France en 1996 et ils le savent pertinemment puisque je leur avais écrit. C'est pire que de l'acharnement, c'est de la persécution, la France a sombré dans la tyrannie. Comptent-ils se venger sur ma misérable retraite ? Ils vont être déçus, car il n'y a rien à gratter sur 265 euros !

Hier, dans quatre courriels incendiaires, je les ai informés de l'état de santé de mon épouse et je leur ai dit ce que je pensais de leur méthode immonde. Face à un déni, vous ne pouvez pas lutter, vous êtes réduit à impuissance. A moins d'employer les grands moyens, mais je ne vois pas lesquels ici. Malheur aux plus faibles !

Encore un mot.

Dans mes courriels j'ai rectifié les informations qui figuraient dans son dossiers et qui étaient fausses : nous n'avons jamais été séparée avant 2004, nous n'avons jamais repris notre vie conjugale à cette date, par contre nous sommes séparés depuis 2007, date à laquelle elle s'est installée à Aubagne ; elle n'a pas cessé de travailler en 2003, puisqu'elle n'a jamais travaillé ; de plus son numéro de téléphone était mauvais. Comme quoi il y a vraiment n'importe quoi dans leurs dossiers.

Vous me direz peut-être que nous sommes victimes du bordel qui règne à la SS, je ne veux pas le savoir. Mon épouse a eu une multitude d'entretiens avec eux, je leur ai adressé plusieurs courriers, puis au moins une dizaine de courriels, ils n'ont rien voulu entendre, ils sont de mauvaise foi, ils portent délibérément atteintes à nos intérêts, ils ont décidé de nous nuire voilà tout, c'est la seule chose à retenir. Ne me faites surtout pas le coup du malheureux agent de la SS débordé de travail, il s'agit visiblement d'autre chose ici. J'en suis aussi désolé que vous, croyez bien, la situation est très grave.

Socialisme ou barbarie ?

Bienvenue chez les barbares.

Le destin de l'homme est cruel. Il naît dans la souffrance, il se développe dans la souffrance, et il meurt souvent dans la souffrance.

Et comme si cela ne suffisait pas, il en rajoute. Il faut tout de même préciser que les hommes ne souffrent pas forcément des mêmes maux ou de la même manière, et il y en a même qui éprouvent un certain plaisir à faire souffrir les autres, les plus faibles de préférence, ceux qui sont sans défense. C'est à eux que je dédie cette causerie, je vous laisse savourer la prose, moi j'ai ma dose.

Editorial de la Tribune des travailleurs (POID) du 11 octobre 2017 commenté.

(<https://latribunedestravailleurs.fr/category/editoriaux>)

D. Gluckstein ou le POID soutient "*l'aspiration de la majorité à une République catalane libre*", en ignorant que les autorités catalanes n'avaient cessé de multiplier les déclarations en faveur de l'intégration de la Catalogne à l'Union européenne, notamment.

Il n'est pas à un déni près. La suite le confirme :

"Comme si le franquisme avait eu le souci de « fédérer les peuples » et non de les écraser !" Car "la situation en Espagne diffère de la situation en France, où la Révolution de 1789-1793 a édifié la nation", la sacro-sainte nation, la république bourgeoise qui pour être abolie doit céder la place à la démocratie, ce qui signifie qu'on ne lui reconnaît pas la paternité des expressions démocratiques qui pourraient exister sous ce régime, puisque seul le peuple révolutionnaire en est à l'origine ou les incarne.

Comme si les aristocrates devenus bourgeois et républicains pour l'occasion de 1789-1793 n'avaient pas "*édifié la nation*" ou « *fédérer les peuples* » pour mieux "*les écraser*" ou soumettre la plèbe au talon de fer du capital, auquel on attribuera des vertus démocratiques ! Les bourgeois et les républicains en usèrent et abusèrent tellement, qu'ils ont fini par les faire totalement disparaître. Sinon vous avez les despotes éclairés qui ont cédé la place aux ploutocrates philanthropes qui leur ont réservé le même sort.

Les peuples qui se fédèrent pas sont voués à se disloquer. Dans les deux cas la punition sera la même, ils seront écrasés, à ceci près que lorsqu'ils sont minuscules, ils n'ont aucune chance de

s'en sortir un jour face à la coalition des puissances impérialistes, tandis que lorsqu'ils sont un peu plus consistants, ils peuvent résister et espérer vaincre un jour leur ennemi en attendant que la révolution socialiste balaie le monde.

Quant à Mélenchon, en regrettant que la monarchie n'assume pas la mission que lui avait confiée le franquisme, ils se fait plus royaliste que le roi, le dépositaire de l'héritage du franquisme. Tenez pendant qu'on parle de monarque, il ne manque pas une occasion pour attribuer à Macron l'érigé une légitimité que les travailleurs lui refusent. Comment ? Pardi, en employant les grands moyens ! Il prête à Macron de se porter garant d'un "*débat sur le fond*" à l'occasion de l'élection européenne de 2019, pour convaincre qui de quoi à l'Assemblée nationale croupion acquise à l'UE, pure imposture, fripouille.

J'ai annoncé que je soutenais Bachar al-Assad, mais je n'ai jamais manifesté le moindre accord avec lui et je n'en ai jamais passé, Mélenchon est passé à l'acte avec Macron, vous saisissez la différence. Il s'est trahi lui-même parce qu'ils partagent la même idéologie, ni l'un ni l'autre n'est favorable au socialisme, ce qui signifie qu'ils sont pro capitalistes. Il est parfaitement intégré dans les institutions de la Ve République, il s'est fondu dedans comme on disait de Mitterrand, il en attend quelque chose, c'est une façon comme une autre de les légitimer aussi, c'est un légaliste, un type vil et soumis à l'ordre établi et il le fait savoir.

Le régime qui a succédé à la monarchie en France n'a jamais été démocratique, de la même manière que la monarchie en Espagne ne l'a jamais été, et dans les deux cas ils ne le seront jamais, il faut les abolir pour que le peuple travailleur puisse exercer la démocratie.

Que la monarchie espagnole ait hérité des institutions du franquisme, et qu'à ce titre on lui refuse de revendiquer l'unité de la nation espagnole, pourquoi pas, mais alors il faut admettre qu'en France en étant flanqué d'une Constitution digne d'une puissance impériale et d'un régime dictatorial que lui envie bien des despotes dans le monde, il n'y a pas de quoi envier l'unité de la nation. C'est la plèbe qui l'a réalisée et non la bourgeoisie, elle coïncidait avec les besoins de son développement et elle l'adopta uniquement par cupidité ou avidité, mais certainement pas pour que le peuple puisse être libre et elle coupa la tête à ceux qui entendaient lui accorder un soupçon de démocratie.

J'ai rédigé ce passage sans avoir en tête précisément l'histoire de l'Espagne des 2 ou 3 siècles précédents. Par acquis de conscience j'ai vérifié qu'elle était bien passée par un processus sensiblement similaire à celui de la France, monarchie, république, coup d'Etat, dictature, etc. En voici un bref récapitulatif pour l'illustrer.

1802 - Pour la première fois, tout le territoire espagnol actuel est gouverné par le même parlement.

1808 - La première constitution est promulguée en Espagne.

1812 - Seconde constitution

1868 - Le mot Espagne est employé au singulier. Les pièces de monnaie de l'époque portent la légende España.

1873 - Une République fédérale est proclamée le 11 février

1874 - Un coup d'État porte général Francisco Serrano,

1875 - La monarchie est restaurée

1876 - Monarchie constitutionnelle

1923 - Coup d'État qui institue une dictature.

1931 - La Seconde République espagnole est proclamée

1939 - Instauration d'une dictature dirigée par le général Francisco Franco..

1975 - Fin de la dictature. Le régime devient une monarchie parlementaire et républicaine sans rupture totale avec le franquisme.

1978 - La Constitution espagnole crée les « communautés autonomes »

(Source : Wikipédia)

Vous pouvez vous livrer au même exercice avec la France depuis 1789.

Ce qui ressort, c'est que l'Espagne a été unifiée ou a formé une nation de longue date jusqu'à nos jours tout comme la France, donc qu'on ne vienne pas nous dire que la Catalogne n'a jamais été intégrée à l'Espagne, car dans ce cas-là il faudrait en dire autant de la Bretagne, de la Vendée, etc.

Les partisans de l'indépendance de la Catalogne affirment que son intégration à la nation espagnole s'est déroulée dans la douleur ou que les aspirations de son peuple n'ont pas été prises en compte, exactement comme ce fut le cas en France, en Italie, en Allemagne et bien d'autres nations, seraient-il par hasard nostalgiques des régimes qui existaient antérieurement, on est en droit de se peut se poser la question puisqu'ils recourent au même argument que les indépendantistes.

Sans entrer dans les détails et pour faire simple, on constatera qu'une multitude de peuples, de tribus ou d'ethnies peuplaient l'Europe autrefois, et qu'ils finirent par se rassembler pour constituer des nations, le plus souvent à la suite de conflits armés, et que leur territoire géographique correspondait à des frontières naturelles, mers ou océans, montagnes (Pyrénées, Alpes) ou fleuves (Rhin), et il semblait logique que tous les peuples qui se côtoyaient ou vivaient à proximité les uns des autres, alors que les moyens de transport moderne n'existaient pas commercent et entretiennent des relations, partagent un certain nombre d'us et coutumes ou leurs expériences, ce qui devait favoriser le développement des forces productives...

Est-ce cette évolution qu'il s'agirait aujourd'hui de remettre en cause ?

Extraits de *La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes* par Lénine - 1916

J'ai sélectionné les seuls passages en rapport avec notre sujet d'actualité.

- *"Les partis socialistes qui ne prouveraient pas par toute leur activité maintenant, pendant la révolution et après sa victoire, qu'ils affranchiront les nations asservies et établiront leurs rapports avec elles sur la base d'une alliance libre - et l'alliance libre est une formule mensongère si elle n'implique pas la liberté de séparation - ces partis trahiraient le socialisme."*

En dehors du cadre de la révolution socialiste, il n'existera jamais d'"*alliance libre*" entre les différentes nations ou peuples, nous trouvons-nous dans ce cas de figure en Espagne, je n'en ai pas du tout l'impression.

- *"Le droit des nations à disposer d'elles-mêmes signifie exclusivement leur droit à l'indépendance politique, à la libre séparation politique d'avec la nation qui les opprime. Concrètement, cette revendication de la démocratie politique signifie l'entière liberté de propagande en faveur de la séparation et la solution de ce problème par la voie d'un référendum au sein de la nation qui se sépare. Ainsi, cette revendication n'a pas du tout le même sens que celle de la séparation, du morcellement, de la formation de petits Etats. Elle n'est que l'expression conséquente de la lutte contre toute oppression nationale. Plus le régime démocratique d'un Etat est proche de l'entière liberté de séparation, plus seront rares et faibles, en pratique, les tendances à la séparation, car les avantages des grands Etats, au point de vue aussi bien du progrès économique que des intérêts de la masse, sont indubitables, et ils augmentent sans cesse avec le développement du capitalisme."*

L'Espagne figure-t-elle oui ou non parmi ces "*grands Etats*" ? La réponse est oui. Ne sommes-nous pas en présence d'un processus favorisant la "*formation de petits Etats*" que dénonçait Lénine ? Assurément.

- *"Le socialisme a pour but, non seulement de mettre fin au morcellement de l'humanité en petits Etats et à tout particularisme des nations, non seulement de rapprocher les nations, mais aussi de réaliser leur fusion."*

Il semblerait que ceux qui se réclament aujourd'hui du socialisme poursuivent un autre but que celui du socialisme.

De quoi sont-ils nostalgiques ?

- Aude Lancelin (journaliste) : *"nous ne retrouverons pas une véritable vie démocratique tant que, d'une façon ou d'une autre, la situation dans les médias n'aura pas été déverrouillée."*

(<https://audelancelin.com/2017/10/11/sept-idees-fausses-sur-les-medias/>)

A entendre ceux qui se disent de gauche, on pourrait croire qu'hier la vie était meilleure qu'aujourd'hui ("*Les jours heureux*", les "*Trente Glorieuses*", etc.), cela dépend pour qui, apparemment pas pour tout le monde, loin de là.

Avoir une vie meilleure ne signifie pas la même chose pour tout le monde, tout dépend de votre statut social, à quel échelon vous vous situez sur l'échelle social. Pour tous ceux qui se situent en bas, cela ne signifie pas grand chose. Pourquoi ? Mais parce que leur condition demeure extrêmement précaire et ils n'en tirent pratiquement aucune satisfaction, le seul répit qu'ils ont, c'est quand ils n'y pensent pas, quand ils en font abstraction parce qu'ils la détestent. Et les quelques rares instants de bonheur ils les puisent en eux-mêmes, ils ne les doivent à personne, certainement pas à cette société qui est si injuste et cruelle envers eux.

Ils croulent sous une multitude de difficultés parce qu'ils ne peuvent pas vivre décemment de leur travail. Leur salaire est trop bas ou misérable ne serait-ce que pour satisfaire leurs besoins les plus élémentaires, ils doivent se contenter des logements, de la nourriture, des vêtements, etc. réservés aux pauvres, exigus, de qualités médiocres ou de mauvaises factures, ils sont traités comme des moins que rien, alors que ce sont eux qui produisent les richesses qui profitent à l'ensemble de la société, sauf eux qui concourent au fonctionnement des services publics dont bénéficient toutes les couches de la société, à ceci près que dans leur cas ils ne servent qu'à camoufler ou perpétuer indéfiniment leur état d'indigence.

Tous ceux qui bénéficient d'un statut social supérieur au leur ou de meilleures conditions de vie, auxquels la société ou les capitalistes consentent des privilèges, les mépriseront ou feront preuve d'indifférence à leur égard en ne se sentant pas concernés par l'injustice dont ils font l'objet, ils ne se mobiliseront pas à leur côté pour mettre un terme à leur médiocre condition parce que cela les entraînerait trop loin, imaginez un instant, cela pourrait les conduire à remettre en cause l'ordre établi qui fait preuve de tant de mansuétude envers eux, impensable. Ils auraient selon eux plus à y perdre qu'à y gagner à affronter le régime, vaut mieux encore qu'il demeure stable et s'accommoder de ses tares ou méfaits dont ils ne sont pas responsables, c'est ainsi qu'ils peuvent s'en tirer en se donnant bonne conscience, pendant que des pans entiers en subissent les conséquences désastreuses, inhumaines.

Non, les nantis ne sont pas victimes d'amnésie ou ils n'ont pas une mauvaise mémoire, ils n'ignorent pas non plus dans quelle société ils ont vécu antérieurement, ils ne retiennent que ce qui coïncidaient avec leur propre condition en la généralisant à l'ensemble de la société, en oubliant que des millions de travailleurs et leurs familles ne bénéficiaient pas du même traitement avantageux, en fait ils s'apitoient sur leur propre sort et rien d'autres comme si la société se réduisait à eux-mêmes ou devait être à leur service pour exaucer leurs désirs.

Quand ils ne sont pas nostalgiques des années 60-70, ils le sont des années d'après-guerre, ils en viennent à envier les années de l'entre deux guerres ou les années 30, certains vont même encore plus loin en remontant à l'Ancien Régime quand le peuple était réduit en servage ! Qu'ils y soient les mieux préparés pour le futur n'a rien d'étonnant partant de là.

Ils se disent volontiers progressistes ou humanistes, ils sont naturellement de gauche, mais en pratique ou en réalité ils se conduisent en vils serviteurs des esclavagistes des temps modernes.

Quel rapport y a-t-il avec le regard qu'ils portent sur les médias de nos jours ?

Il n'y a pas si longtemps que cela, l'existence de l'URSS et ses satellites du Pacte de Varsovie permettaient aux PCF ou aux staliniens de se faire passer pour des communistes, tandis que le PS ou les sociaux-démocrates continuaient de se faire passer pour des socialistes en référence à l'origine lointaine de leur parti.

Après la disparition de l'URSS, les staliniens continuèrent de se présenter comme de farouches ennemis du capitalisme, tandis qu'une décennie plus tôt les sociaux-démocrates adoptèrent officiellement l'économie de marché, le capitalisme, tout en continuant de se réclamer du socialisme.

Les staliniens ayant sans cesse trahi le communisme continuèrent à tenir sensiblement le même discours, tandis que les sociaux-démocrates allèrent jusqu'à troquer en parole le socialisme pour le capitalisme.

Staliniens et sociaux-démocrates n'en demeurèrent pas moins des alliés électoraux, et on continua de les caractériser de gauche comme si rien ne s'était passé depuis 1914 pour le PS ou les années 20-30 pour le PCF, comme s'ils n'avaient pas trahi et abandonné totalement leurs idéaux, le socialisme ou le communisme. Bien entendu, cette imposture n'allait pas être sans conséquence par la suite.

Cette caractérisation frauduleuse de gauche n'était pas seulement le fait des différents courants du mouvement ouvrier, elle allait être adoptée par l'ensemble des représentants officiels du capitalisme et la totalité des éditorialistes des médias aux ordres, sachant qu'elle servait les intérêts du régime, les uns et les autres les considéraient davantage comme des alliés plutôt que des ennemis, puisque le PS et le PCF n'avaient plus seulement cessé de s'opposer au régime, ils le soutenaient ouvertement ou se portaient garant de la stabilité des institutions de la Ve République.

Dans ces conditions, leur donner la parole ne coûtait absolument rien aux tenants du régime. Bien au contraire, cela présentait le précieux avantage d'entretenir l'illusion qu'ils étaient toujours de gauche ou des partis ouvriers en les accusant de vouloir s'attaquer au régime, alors qu'en pratique ils faisaient la démonstration inverse, ce qui permettait à la fois de diriger l'attention des travailleurs vers le PS et le PCF au lieu qu'elle se porte vers d'autres partis se réclamant du socialisme, et finir de dévoyer l'idée que les travailleurs pouvaient avoir du socialisme, de les éloigner ou de les détourner du socialisme.

Bien d'autres acteurs corrompus par le capitalisme et se réclamant de la gauche se virent accorder généreusement des tribunes dans les différents médias institutionnels, d'ailleurs cela n'a jamais réellement cessé, y compris de nos jours, à ceci près qu'ils ont été évincés des plateaux télévisés.

Le progrès social et la démocratie sont incompatibles avec le capitalisme au stade de l'impérialisme pourrissant.

Ce qui a également changé depuis quelques années, c'est que les oligarques, qui détiennent journaux et magazines, ne tolèrent plus dans leurs entreprises des journalistes qui se réclament de cette gauche réformiste et critiquent le chef de l'Etat ou la politique de son gouvernement, leur liberté de ton est devenu insupportable pour eux. Ils préfèrent recruter des journalistes acquis au néolibéralisme qui peuvent très se charger de rédiger le même genre d'articles en modifiant son orientation ou leur conclusion, de telle sorte que les lecteurs ne sauront pas quoi en penser ou seront en proie à une grande confusion idéologique, leur esprit critique sera pour ainsi dire anesthésié, alors qu'ils auront au passage ingurgité la propagande officielle, à leur insu, et c'est bien là l'essentiel. Ils sont ainsi assurés qu'ils ne déraperont pas, ou que leur critique de la politique ou du comportement du chef de l'Etat ou du gouvernement ne dépassera pas le stade de lieux communs sans intérêt ni conséquences ou sera inoffensive, ne se traduira pas par des illusions inutiles dans un monde meilleur.

Il faut que leurs lecteurs aient l'impression que l'auteur d'un article a fait preuve d'impartialité ou d'objectivité, pour qu'une fois mis en confiance ils admettent qu'ils doivent se soumettre à la politique qui leur est imposée, parce que celui qui l'applique ou leur propose (leur impose en réalité) n'a pas le choix lui-même ou plutôt, il fait pour le mieux le bougre, pour leur bien-être, l'intérêt général, etc., ils doivent donc s'ôter définitivement de la tête l'idée qu'une autre politique serait possible, ils doivent s'en convaincre eux-mêmes et ce genre d'articles a été spécialement conçu pour les y aider.

Les intellectuels ou les journalistes qui sont évincés des salles de rédaction ou des plateaux de télévisions, ne comprennent évidemment pas ce qui se passe pour être passés à côté de l'évolution de la crise du capitalisme mondial, et pour avoir entretenu des illusions dans le capitalisme, mais surtout pour avoir été influencés par l'idéologie que le PS ou le PCF véhiculait et qu'ils identifiaient abusivement à la gauche, idéologie qu'ils colporteront pendant des décennies parce qu'elle présentait moins de risque qu'affronter le régime, auquel cas ils auraient subi le même sort qu'aujourd'hui prématurément ou ils auraient dû changer de métier. Apparemment elle leur a permis de bien vivre puisqu'ils en redemandent.

Cela vaut également pour tous les militants qui sont pris de nausée en ouvrant leur poste de télé ou leur journal, et bien qu'ils les boycottent pour commencer au lieu de se plaindre.

En résumé, il fut tout une époque où les tenants du capitalisme avaient besoin du PS et du PCF, ainsi que d'intellectuels ou de journalistes pour véhiculer l'illusion que le capitalisme était réformable ou encore progressiste, et cette époque est définitivement révolue, du coup ils ont décidé de se débarrasser des uns et des autres. Maintenant, quel sera le destin de tous ceux qui avaient adopté l'idéologie réformiste ? Je vous laisse réfléchir à cette question que nous aborderons une autre fois. En attendant ce qui est certain, c'est que s'ils n'adoptent pas le socialisme, ils sont voués à se décomposer indéfiniment.

En guise d'épilogue.

Aude Lancelin (journaliste) : "*nous ne retrouverons pas une véritable vie démocratique tant que, d'une façon ou d'une autre, la situation dans les médias n'aura pas été déverrouillée.*"

Mais de quoi parle-t-elle, de quelle époque, j'ai 62 ans et je ne l'ai jamais connue.

J'ai souvenir que dans les années 50 il fallait choisir entre se chauffer l'hiver ou manger à sa faim. Que dans les années 60, les ouvriers encore payés à la tâche devait se soulager dans un pot de chambre parce que leur salaire était trop misérable pour se loger décentement. Que dans les années 70 une fois le loyer et les charges incompressibles réglés, un ouvrier n'avait plus de quoi bouffer tous les jours. Que dans les années 80 le chômage de masse prit son envol pour ne plus jamais disparaître. Que depuis les années 90 la condition de l'ouvrier n'a cessé de se détériorer.

Dites-moi madame Aude Lancelin, elle est où là-dedans la "véritable vie démocratique" ? Vous croyez qu'un jour un ouvrier à souhaiter vivre ainsi ? Non bien sûr, on lui a imposé, il n'y avait donc rien de démocratique dans ce que nous avons vécu, les jeunes doivent le savoir.

Au milieu des années 70, le salaire de mon père ne suffisait pas pour nous nourrir normalement, et c'était ma grand-mère qui achetait la viande le dimanche pour une partie de la semaine, et ma mère était obligée d'emprunter quelques dizaines de francs à ma tante Madeleine pour acheter du pain et de l'essence pour que mon père puisse aller travailler. Car pas de bagnole, pas de boulot, en vélo ou en mobylette, 150 bornes aller et retour avec une caisse à clous (machines, outils) de plus de près de 100 kilos c'était impossible. Donc il avait dû s'endetter pour acheter cette bagnole qui lui servait essentiellement pour aller bosser ou se faire exploiter, et en plus c'était à lui d'acheter toutes les machines et tous les outils pour aller gratter. Il bouffait à la gamelle le midi, un jour il a failli en crever, c'était en plein hiver dans le milieu des années 50, les hivers étaient très rudes à cette époque là à Paris. Et quand il rentrait du boulot, il se retrouvait dans une chambre de bonne sans chauffage au 6e étage sans ascenseurs sous les toits par - 20°C. On grelottait, on ne bouffait pas à notre faim, on était fagoté comme l'as de pique, on se lavait souvent à l'eau froide dans une bassine, on pissait et on chiait dans un sceau. 26 ans plus tard, je me retrouverai dans la même situation. 10 ans plus tard, je serai obligé de déménager pour prendre un appartement plus petit parce que je ne pouvais plus payer le loyer de mon logement HLM (3 pièces à Clichy) et arriver à survivre (suite à un divorce). C'est d'ailleurs ce qui m'a conduit à prendre la décision de quitter la France, invivable.

Toutes les améliorations dont on a pu bénéficier ont été payées au prix fort, pas par tout le monde apparemment. C'étaient le produit de conquêtes sociales ou de concessions accordées par nos maîtres, parce que cela leur permettait de s'enrichir encore plus et non par philanthropie, mais il était écrit nulle part qu'elles seraient pérennes pour l'éternité, un jour la récréation devait se terminer au profit d'une régression sans fin, en passant autour du cou de l'exploité le joug de la servitude qui devait coïncider avec son destin ou sa tragique et précoce disparition pour les plus faibles ou les moins bien préparés au nouvel ordre mondial.

Mais au fait, on ne l'a toujours pas trouvée la "*véritable vie démocratique*".

Mon père a travaillé très dur pour avoir le droit d'être pauvre ou crever, et moi j'ai préféré n'en faire qu'à ma tête et le même sort m'a été réservé, vous avouerez qu'avec la meilleure volonté du monde on n'a toujours pas trouvé trace de votre foutue "*véritable vie démocratique*".

Il m'est arrivé de faire plus de 10 Kms à pied pour revenir de l'école chez mes parents, parce que je n'avais pas de quoi m'acheter un ticket de bus, j'avais 13 ans je crois. Cela doit être de cette époque-là que date la démocratisation de la marche à pied, comme mon père quand il acheta sa première bagnole, une 4CV Renault, ah les bienfaits de la démocratisation de l'endettement des ménages comme ils disent ! Moi j'ai loupé la démocratisation de l'avion, mais j'ai une excuse, à cette époque-là je planais trop ! J'avoue que je suis passé à côté de quelque chose, quoique, je n'avais pas l'argent pour me payer un billet, décidément la "*véritable vie démocratique*" ne m'était pas réservée.

J'ai également souvenir de la soupe populaire, de l'Armée du salut arpentant les rues de Paris (rue de Rome), la cohorte de clochards dormant dans les rues que j'enjambais le matin en allant à l'école... Les tickets de rationnement jusqu'en 1949, l'appel de l'abbé Pierre en 1954, la grève des mineurs de 63, mai-juin 68, les grandes manifestations étudiantes de 76, etc. Liste à compléter.

Dans le même registre. Le déjeuner aussi était à "*huis clos*" ?

- Macron lance sa stratégie de lutte contre la pauvreté des enfants - Le Huffington Post

Avec pour objectif "l'égalité des chances" pour les enfants de tous milieux... avec un déjeuner avec les associations (ATD Quart Monde, Emmaüs, Petits frères des pauvres, Secours catholique ...).... Macron reçoit à l'Élysée mardi à déjeuner les principales associations de lutte contre la pauvreté, ainsi que des entreprises, des chercheurs et des experts, devant lesquels il doit prononcer une allocution à huis clos pour lancer la concertation sur sa stratégie. Le Huffington Post 17.10

Il n'y a pas que les bureaucrates pourris des syndicats et les élus dits de gauche ou de la gauche de la gauche qui prêtent allégeance à leur suzerain, tous veulent en être.

Tous en croquent.

Qu'ont-ils en commun ? Ils sont tous grassement entretenus, financés ou subventionnés par l'État, par le gouvernement en place. Ceci explique cela.

Lu dans un article publié dans différents médias dits indépendants ou alternatifs (sans rire).

"Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et la fondation de l'Organisation des Nations Unies, prévaut l'interdiction de faire la guerre"... alors que les guerres n'ont jamais cessé à travers le monde depuis 1945 !

- *"Durant ces 7 dernières décennies, certains pays membres de l'OTAN ont trop souvent mené des guerres illégales"...* parce que l'OTAN aurait mené des guerres légales, mais quel pays leur avait-il déclaré la guerre ? Aucun !

- *"... les fondements de l'organisation pacifique qu'est l'ONU, et en particulier l'interdiction de faire la guerre, furent clairement sapés..."*... des fondements qui engageaient à quoi les puissances impérialistes ? A rien !

On se demande comment il est encore possible de sortir de pareilles énormités ou de telles contrevérités.

Dans quel monde vivent-ils ?

Cinq impérialismes monopolisent le pouvoir à l'ONU par le biais du Conseil de sécurité (Grande-Bretagne, France, États-Unis, Russie, Chine). Depuis quand l'impérialisme est-il *"pacifique"* ? Jamais. Depuis quand *"l'interdiction de faire la guerre"* a-t-elle empêché les guerres ? Jamais. Une pure invention ou une vue de l'esprit.

Ils servent de caution à l'impérialisme.

C'est derrière cette imposture que se retranchent les petits bourgeois qui se disent de gauche, progressistes, démocrates. En conséquence, quand on fait preuve un tant soit peu de logique ou qu'on est cohérent, il est légitime ou fondé d'affirmer que ces intellectuels ne sont ni de gauche ni progressistes ni démocrates.

Il leur suffit qu'un acteur politique ou une institution fasse une déclaration ou affiche ses intentions pour qu'ils les croient sur parole. Sont-ils naïfs ou crétins à ce point-là ? Ce sont les faits, un simple constat, personne ne les oblige à faire la démonstration d'un tel manque de discernement. Sont-ils honnêtes intellectuellement ? Jusqu'à un certain point seulement, car ils savent pertinemment que s'ils poussaient leur réflexion plus loin ou au-delà des apparences trompeuses, ils devraient abandonner leurs illusions dans le capitalisme et l'affronter, ce à quoi ils ne tiennent pas du tout.

Une rhétorique bien huilée ou qui a fait ses preuves.

Leur interprétation de l'histoire tient de la fiction, du roman, dont le scénario a été rédigé par les tenants du capitalisme, capitalisme auquel ils vouent un véritable culte en le dotant de qualités qu'il n'a jamais eu, mais qu'il s'attribue, là encore ils le croient sur parole parce que cela les arrange.

Ils substituent à la réalité celle que les idéologues, porte-parole ou représentants du capitalisme ont concoctée spécialement à leur attention, et ils vont profiter du statut privilégié qui leur est accordé et qui leur confère une certaine légitimité, pour diffuser leur version essentiellement en direction des classes moyennes, des intellectuels, les corrompre.

Ce qu'il y a de remarquable dans cette quasi-idolâtrie du capitalisme, c'est qu'elle témoigne qu'il n'est pas nécessaire d'être arriéré, illettré, sous évolué, etc. pour passer à côté des bases élémentaires de la dialectique.

A quoi serviraient-elles à ces esprits étriqués ou bornés, puisqu'ils ne savent rien faire d'autre qu'observer le monde à travers le petit trou de la lorgnette.

Leurs analyses se terminant toutes dans une impasse ou le constat qu'il faudrait continuer de faire avec le capitalisme indéfiniment, elles tournent résolument le dos au socialisme ou à l'idée qu'il serait possible de changer la société, elles sont profondément démoralisantes. Comme quoi ces intellectuels servent au moins à quelque chose.

Le saviez-vous ?

Qui est derrière Amnesty International ?- dnipress.com 12.10.2017

« Amnesty International est principalement financée par ses cotisations et dons publics. Aucun fonds n'est demandé ou accepté de la part de gouvernements pour enquêter et faire campagne contre les violations des droits de l'homme. Amnesty International est indépendante de tout gouvernement, idéologie politique, intérêt économique ou religion. »

C'est l'une des organisations de défense des droits de l'homme les plus influentes au monde, d'après ce que déclare Amnesty International. Dans le même temps, le rapport financier officiel de l'organisation pour 2015 indique parmi les donateurs, des structures comme la Fondation Open Society de George Soros ou la Fondation Ford.

La Fondation Nationale pour la Démocratie américaine (NED), qui est officiellement financée par le Congrès américain, via le budget de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID), était aussi mentionnée dans les rapports précédents de 2008 à 2010. Il est intéressant de noter, que lorsque les médias ont commencé à parler de manière croissante de l'implication d'Amnesty International, les références aux articles officiels de l'organisation sur ses revenus et les rapports des années précédentes ont commencé à disparaître d'Internet. Maintenant, il est difficile de trouver confirmation du fait qu'AI a travaillé à une époque pour les intérêts de la NED, une organisation qui a activement soutenu les mouvements des jeunes arabes, qui ont pris, plus tard, une part active dans la série de « révolutions de couleur » qui ont eu lieu dans les pays du Moyen Orient et en Afrique du Nord. Le site de l'organisation lui-même est fait de telle façon qu'il est très difficile de trouver le moindre rapport. Sur la page principale vous ne trouverez pas le bon lien, uniquement si vous connaissez l'adresse directe, ou utilisez le moteur de recherche. Un autre fait très révélateur, est que le site n'a désormais plus de rapports antérieurs à 2014. Même pour ces miettes d'informations que le secrétariat d'AI présente, on peut se demander si l'organisation de défense des droits de l'homme est vraiment une entité indépendante. Étant donné que toute subvention implique l'accomplissement d'une mission spécifique dans l'intérêt du donateur. Prenons par exemple la Fondation Open Society de George Soros, la subvention de cette organisation vise à soutenir les migrants, à les protéger et à les sauver et, en fait, à faciliter leur réinstallation en Europe.

Il est important de noter que les organisations de George Soros et d'Amnesty International travaillent ensemble depuis de nombreuses années. Maintenant, les informations à ce sujet ne sont pas faciles à trouver sur le site web d'Amnesty, mais cette mémoire est toujours stockée sur le site officiel de la Fondation Open Society.

À partir de 2008, la fondation a accordé une subvention de trois ans à la branche américaine d'Amnesty International. En juin 2011, Amnesty International a publié un rapport justifiant l'opération militaire américaine en Libye, à la suite de laquelle le gouvernement libyen a été renversé et le pays lui-même a été occupé et détruit.

C'est Hillary Clinton qui a pu peser sur cette décision au sein de la commission des affaires étrangères. Il est prudent de dire qu'à cette époque, Amnesty International a travaillé en étroite collaboration avec les agences gouvernementales américaines. C'est tout d'abord le Département d'État qui a utilisé les résultats du travail de l'organisation en Libye puis en Syrie, quand Amnesty International a fait un autre rapport disant qu'à la prison syrienne de Damas Seydnaya, 13 135 prisonniers ont été pendus, principalement des « civils », par le régime d'Assad de 2011 à 2015. Dans le même temps, le rapport n'a fourni aucune preuve réelle. Les chiffres astronomiques des victimes étaient le résultat de calculs arithmétiques basés sur le témoignage de personnes non nommées dans le rapport. Étant donné que sur la base de ce rapport, des décisions d'importance mondiale pourraient être prises, l'organisation de défense des droits de l'homme pourrait au moins fournir des informations complètes et la logique de ses calculs. Mais, malheureusement, cela n'a pas été fait.

Il est d'une importance fondamentale de noter qu'entre 2012 et 2013, Susan Nossel occupait le poste de directrice exécutive d'AI aux États-Unis, où elle travaillait auparavant comme assistante d'Hillary Clinton (alors secrétaire d'État américaine) auprès d'organisations internationales. En particulier, c'est elle qui a élaboré une résolution sur « *les violations des droits de l'homme* » en Libye, en Syrie et en Iran. Nossel est connue pour son soutien aux membres des Pussy Riot et sa participation à l'élaboration de la première résolution des Nations Unies sur les droits des minorités sexuelles. De plus, Nossel est l'auteur du terme « Smart Power » (on pourrait traduire cela en français par Puissance Habile).

Il est incroyable de voir à quel point les lignes idéologiques d'Amnesty International, de la Fondation Open Society de George Soros et du Département d'État américain sous Hillary Clinton sont proches. Tous défendent les droits des minorités sexuelles, des transgenres, des migrants et des féministes, tout aussi négatifs pour les gouvernements syrien, libyen, irakien, russe et iranien, ainsi qu'une attitude nettement négative envers le nouveau président américain, Donald Trump. En passant, c'est George Soros qui est à l'origine des manifestations aux États-Unis en soutien à Hillary Clinton la veille et après l'inauguration de Donald Trump. (..)

Aujourd'hui, il est presque impossible de trouver des preuves directes qu'en 2008, la branche israélienne d'Amnesty International a accepté un don de 130 186 shekels du département d'État du gouvernement des États-Unis. En 2009, le don est passé à 239 523 shekels. En 2010, la branche israélienne d'Amnesty International a accepté un don de l'ambassade royale des Pays-Bas en Israël pour 60 574 shekels listés comme don d'une entité politique étrangère. En 2011, Amnesty International Royaume-Uni a accepté une subvention de 842 000 £ (faisant partie d'une plus grande donation sur quatre ans) du Département pour le développement international (DFID).

Une subvention sur cinq ans d'environ 3 850 000 £ a été octroyée de janvier 2013 à décembre 2017 via la contribution du gouvernement norvégien au nouveau NRK (Téléthon norvégien). Une résolution de 2011 de l'ICM trouvée sur le site Web d'Amnesty Australie (la page a depuis disparue mais une mention y est faite ici) fait état de la croyance répandue parmi le public selon laquelle aucun fonds de gouvernements n'est accepté. Cependant, la résolution continue en expliquant qu'ils reçoivent un financement direct de sources gouvernementales pour l'éducation aux droits de l'homme.

Ceci est clairement exclu de la déclaration d'Amnesty sur les fonds et les dons. « *La collecte de fonds de ce type présente potentiellement des défis pour l'indépendance et l'impartialité d'Amnesty International vis-à-vis des gouvernements* », notent-ils. « *En particulier lorsque le financement d'une subvention exige des obligations contractuelles spécifiques. Il y a aussi un risque de perception publique que l'indépendance d'Amnesty International est vulnérable ou diminuée lorsque les fonds gouvernementaux sont acceptés. Des sondages auprès des partisans d'Amnesty International ont montré que le fait de ne pas accepter le financement de gouvernements est la principale raison de leur soutien.* »

En plus de cacher à un grand nombre de leurs partisans le fait que leur politique peut considérer comme acceptable des financements gouvernementaux pour « l'éducation », Amnesty International a également accepté des dons de la part de sociétés ayant des intérêts politico-financiers. Une note datée de novembre 2007 indique qu'Amnesty n'acceptera les dons d'entreprises que si « *Amnesty International a un avantage significatif et que la réputation d'Amnesty International est peu menacée* ». Un extrait de la note indique qu'une entité d'Amnesty International avec un revenu annuel plus de 100 000 £ ne doit pas obtenir plus de 10% de son financement total de la part d'entreprises. Pour qu'Amnesty accepte les fonds d'entreprises, ils doivent passer par une sélection. La note de 2007 indique que la sélection comprend une liste de ressources en ligne disponibles auprès du Secrétariat international (Programme international de collecte de fonds). Le mémo explique comment utiliser une liste de mots clés utiles pour la recherche dans la base de données. La liste des mots utiles fournis comprend : les droits de l'homme ; tribunal ; violation ; responsabilité sociale des entreprises. Pourquoi la Fondation Open Society a-t-elle été approuvée par Amnesty ?

On peut affirmer avec assurance qu'Amnesty International est un mercenaire international engagé par des organisations d'État et des entreprises pour défendre leurs intérêts économiques et politiques.

Et enfin, George Soros est également l'un des principaux sponsors d'une autre organisation internationale de défense des droits de l'homme bien connue - Human Rights Watch. Alex R.

<https://dnipress.com/fr/posts/qui-est-derriere-amnesty-international/>

Parole d'internaute.

1- "Eric Shmidt a été PDG de Google de 2001 à 2011 et depuis il est Président exécutif du Conseil d'administration de Google/Alphabet.

Il est également directeur du comité d'innovation pour le Pentagone en charge de faire bénéficier l'armée US des innovations de la "Silicon Valley en terme de technologies.

En Nov 2016, la Leaks des "Podesta Emails" a permis d'établir qu'E.Shmidt était en relation étroite avec Hillary Clinton et son Staff pour proposer, dans un démarche très volontaire, sa vision d'une équipe de promotion de campagne électorale basée sur l'exploitation de bases de données existantes, de la constitution de profils et d'algorithmes avec 5000 employés et 1,5Milliards€ de budget, bref toute la science du marketing mathématique et de la fabrication d'opinion mise au service d'une campagne électorale.

Quelques citations pleines d'innocences d'Eric Shmidt :

"Dans ce futur nouveau, vous n'êtes jamais perdu. Nous connaissons votre position au mètre près et bientôt au centimètre près"

“Ce n’est qu’une fois que nous aurons obtenu leur attention que nous pourrions espérer conquérir leur cœur et leur esprit.”

“La plupart des gens ne souhaitent pas que Google réponde à leurs questions. Ils veulent que Google leur dise quelle est la prochaine action qu’ils devraient faire.”

“La technologie du ciblage individuel sera si performante qu’il sera vraiment dur pour les gens de regarder ou de consommer quelque chose qui n’a pas été d’une manière ou d’une autre taillé pour eux.”

“Seuls les criminels se soucient de protéger leurs données personnelles”

“Si vous faites quelque chose et que vous ne voulez que personne ne le sache, peut-être devriez-vous déjà commencer par ne pas le faire.””

LVOG - Ils n'ont décidément rien à envier aux nazis, à ceci près qu'ils disposent de moyens financiers illimités et ils agissent sur une plus grande échelle, mondiale.

2- "Que faut-il donc de plus pour nous rendre la vue?

Que faut-il donc de plus pour que nous cessions de croire au Pouvoir magnanime?

Que faut-il donc de plus pour que nous disions catégoriquement et massivement « non » à ce Pouvoir?

Que nous faut-il pour que, soumis volontaires, nous devenions libres et agissions massivement librement?"

LVOG -Personne ne peut répondre à ces questions à votre place...

3- "La pharmaceutique a subi un complet bouleversement de paradigme qui a ruiné la confiance que l'on avait envers elle :

Avant elle cherchait à guérir des malades pour le bien de l'humanité maintenant elle soigne des patients afin d'assurer des bénéfices pérennes aux actionnaires.

Une fois ceci compris on ne s'étonne plus de voir les effets secondaires se multiplier et les médicaments devant être pris à vie sans résoudre le problème définitivement."

LVOG -Et bien cessez de les prendre, changer de médecine ou mettez fin à vos jours.

4- "Quand est-ce que les grands de ce monde comprendront-ils que le capitalisme financier nous mène à notre perte ?

C'est à se demander s'il y a encore des gens qui réfléchissent un tant soit peu."

LVOG -Vous n'en faites pas vraiment la démonstration en attendant...

5- "Le jour où une solution alternative systémique est disponible faites signe ! Je dis systémique car il faut se battre sur les détails. (...) d'alternative hors du capitalisme je n'en vois pas (à part le chaos qui suivrait un effondrement)."

LVOG -A moins qu'il ne le précède ! Votre ignorance vous aveugle...

La Banque mondiale serait-elle animée de bonnes intentions envers les déchets du capitalisme ? Policières, totalitaires.

- 1,1 milliard de personnes sans identité officielle dans le monde - AFP

Plus de 1,1 milliard de personnes, essentiellement en Afrique et en Asie, sont incapables de prouver leur identité avec un document officiel ce qui les prive de l'accès aux services de santé, de protection sociale ou d'éducation, déplore la Banque mondiale. (Pendant qu'avec le FMI elle fait pression sur tous les gouvernements pour qu'ils les privatisent... - LVOG)

A travers le lancement d'un programme baptisé "ID4D" (Identification for development initiative), la Banque mondiale escompte aider les pays à recenser et identifier ces personnes en s'appuyant sur la technologie digitale.

"Avec un septième de la population de la planète vivant sans aucune pièce d'identité officielle, les familles sont privées d'accès aux soins de santé, à l'éducation mais aussi aux services sociaux et financiers", a regretté Eric Jing, l'un des membres du conseil de ce programme. AFP 14 octobre 2017

Si je prends le cas de l'Inde où je vis, voilà à quoi peut servir cette "technologie digitale" :

Message reçu de Vodafone : Hi, As per Govt order & records, your mobile no. is still not linked with Aadhaar. Rush immediately to nearest Vodafone store with mobile to avoid disconnection.

Traduction : Bonjour, suite à la décision adoptée par le gouvernement, vous n'avez pas encore fourni à Aadhaar (au fichier national d'identité) votre numéro de téléphone. Courez immédiatement à l'agence Vodafone la plus proche avec votre téléphone afin d'éviter une déconnection.

Délirant !

Alors que lorsque Vodafone m'a remis cette carte (Sim) j'ai présenté mes papiers d'identité, un justificatif de domicile, ils en ont fait des copies et je leur ai remis 2 photos, j'ai rempli et signé un formulaire. Mieux encore, là il s'agit du numéro que j'utilise avec le modem pour me connecter à Internet, alors qu'ils ont déjà procédé à la vérification de mon identité (digitale) après que j'ai présenté ma carte Aadhaar (qui fait office de carte d'identité) avec l'autre numéro (ou carte Sim) que j'utilise pour le téléphone portable.

On aura compris que l'objet de ce fichage renforcé ne sert pas à permettre à la population d'avoir accès à un service, mais bien à leur permettre de lui en interdire l'accès s'ils le jugeaient nécessaire. C'est désuet, car on peut refiler cette carte Sim à n'importe qui et qui en fera l'usage qu'elle voudra sans qu'ils le sachent, comme on peut la perdre ou nous la voler avec le portable. D'ailleurs j'en possède une troisième que j'ai donné à la soeur de ma compagne, et si je ne la récupère pas et que je ne retourne pas chez Vodafone avec ma carte Aadhaar, ils vont lui couper le téléphone ces despotes !

Epilogue. J'y suis allé ce matin, une queue terrible, il fallait prendre un numéro et perdre une heure ou plus, je me suis tiré, merde !

Info relayée par les médias comme il se doit.

- Une personne sur sept est sans identité officielle dans le monde, d'après la Banque mondiale - Franceinfo

- Une personne sur sept n'a pas d'identité officielle dans le monde - L'Express.fr

Bienvenue chez les barbares.

- Somalie : scènes de chaos après un attentat à Mogadiscio, plus de 200 morts - LeFigaro.fr
- Législatives autrichiennes : la droite ultra-conservatrice et l'extrême droite au plus haut - Liberation.fr
- Manifestation nazie à Kiev - Réseau Voltaire

Ils osent tout

- Macron: "Je ne suis pas arrogant, envers les Français, je suis déterminé" - L'Express.fr

Dans un entretien à l'hebdomadaire allemand Spiegel, le chef de l'Etat récuse mener une politique en faveur des plus riches. L'Express.fr

Pourquoi, parce qu'il aurait dû l'avouer ?

- Macron aux Allemands : «Je ne me prends pas pour un roi» - Liberation.fr

Avant sa première interview à la télévision Française dimanche soir, le chef de l'Etat plaide pour l'héroïsme politique, critique les médias et célèbre sa proximité avec Angela Merkel. Liberation.fr

- Pour Cazeneuve, Macron mène une politique "à droite" - Reuters
- Sébastien Le Fol - Comment préserver nos libertés - LePoint.fr
- Peut-on être heureux au travail ? - Liberation.fr
- Fonction publique : les syndicats pas rassurés par Gérard Darmanin - Franceinfo
- Réforme du travail : Alexis Corbière déplore les propos "flous" du gouvernement - Franceinfo
- Drapeau européen : «Ces douze étoiles, ce sont les douze apôtres» soutient Clémentine Autain - L'Opinion
- Ben Ali se porte bien, merci pour lui - Le Huffington Post
- L'administration Trump dédaigne un lieu de mémoire des luttes LGBT - Liberation.fr
- Maria Alekhina, anti-tsar system - Liberation.fr

Après la prison, la Pussy Riot continue les performances artistiques anti-Poutine... Liberation.fr

- Le roi du porno Larry Flynt offre 10 millions de dollars pour destituer Trump - AFP